MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 15 Août 2022

Régional

Les transporteurs reprennent leurs activités après les élections au Kenya

Les transporteurs ont repris leurs activités normales après que le flux de marchandises entre le Kenya et les pays voisins avait été interrompu avec l'annonce des résultats présidentiels lundi 15 août. L'agitation et l'incertitude dans certaines régions du pays ont entraîné le retrait des camionneurs des routes, paralysant le commerce le long du *Northern Corridor.* Les troubles à Kisumu, par exemple, ont forcé l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi à détourner leurs camions de la route de Kisumu vers d'autres routes plus longues. Le directeur général de la *Kenya Transporters Association* (KTA) a déclaré que le flux de marchandises de chaque côté de la frontière était de retour à la normale. À l'approche des élections kenyanes du 9 août, l'Ouganda avait également importé du carburant pour ses réserves en quantité suffisante pour durer 10 jours au cas où la situation deviendrait instable au Kenya. Pour rappel le *Northern corridor* qui commence au port de Mombasa, est une route commerciale clé dans la région avec une longueur de 1700 km et dessert le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et l'est de la RDC. Le *Central corridor*, qui est l'itinéraire alternatif, est long de 1300 km et commence au port de Dar es Salaam, desservant la Tanzanie, la Zambie, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et l'est de la RDC.

Les banques centrales du Rwanda et de l'Ouganda relèvent leurs taux d'intérêt pour maitriser l'inflation

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a eu un impact sur les économies de la région, conduisant à une forte augmentation des prix des produits importés, y compris le pétrole, le gaz, les engrais et l'huile de tournesol. Cela a mené à l'adoption de politiques monétaires par les banques centrales de ces pays pour s'attaquer aux pressions inflationnistes, atténuer l'impact sur les consommateurs et soutenir la reprise économique. Jeudi 11 aout, la banque centrale rwandaise a relevé son taux de crédit de 100 points de base, passant de 5 % à 6 %. Le Comité de politique monétaire, chargé de fixer les taux, a déclaré que la récente hausse des prix était préoccupante, l'inflation annuelle atteignant 15,6 % en juillet, contre 12,6 % en juin, bien au-dessus du taux d'inflation moyen de 0,8 % enregistré l'année dernière. La banque centrale ougandaise a également relevé son taux directeur de 50 points de base à 9 % vendredi et a indiqué qu'elle pourrait resserrer davantage sa politique si les pressions inflationnistes

persistent. La *Bank of Uganda* a ainsi augmenté le taux de 250 points de base cette année pour maîtriser l'inflation.

Burundi

Le projet d'interconnexion électrique avec le Rwanda est initié côté Burundi

Le Rwanda et le Burundi se sont engagés dès 2013, à développer une interconnexion électrique de 143 km de lignes Haute Tension (220kV) entre Kigoma (Rwanda) et Gitega (Burundi), ainsi que la construction de deux nouveaux postes de transformation. Le projet côté burundais a été lancé début août 2022, par le Secrétaire permanent du ministère burundais de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines, ainsi que de l'ambassadeur de l'Union Européenne au Burundi et du responsable pays du groupe de la Banque Africaine de Développement. La construction de la ligne de 220 kV entre la frontière Burundi/Rwanda et la capitale Gitega a été attribuée, par la *Regideso* - entreprise publique de production et de distribution d'eau et d'électricité - au consortium composé de l'entreprise indienne *Transrail Lighting* et la coréenne *Hanbaek*. L'investissement de 24,4 MEUR que représente le projet est financé sur subvention de l'Union Européenne, à hauteur de 15,7 MEUR et par la Banque Africaine de Développement (8,7 MEUR). L'interconnexion avec le Rwanda permettra au Burundi de mieux répondre à la demande en électricité de sa population et industries, par le renforcement de la fiabilité et de la sécurité de l'approvisionnement, dans un pays où la capacité installée est de seulement 90 MW et où 11,7 % de la population a accès à l'électricité.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Achat de quatre Airbus A350-1000 par *Ethiopian Airlines*

Le groupe *Ethiopian Airlines* (EAG) a commandé quatre A350-1000 à Airbus et devient ainsi le premier client africain du constructeur pour ce modèle. Cette commande est une révision d'un accord précédent entre les deux sociétés portant sur vingt-deux appareils A350-900 dont seize ont déjà été livrés à *Ethiopian Airlines*. Quatre des six appareils restants seront donc remplacés par les modèles A350-1000, pouvant transporter quarante passagers en plus. Le premier contrat d'achat d'A350-900 entre la compagnie aérienne et Airbus datait de 2009. Auparavant, EAG s'adressait uniquement au constructeur Boeing pour ses vols long-courrier.

Lancement d'une offre de *mobile-banking* par *Ethio Telecom*

L'opérateur public *Ethio Telecom* a lancé trois nouveaux services financiers mobiles en partenariat avec *Dashen Bank*, le 5 août. Cette

nouvelle offre comprend : un service de micro-prêts non garantis (*Telebirr Mela* ; prêt maximum de 37 EUR/jour et 185 EUR/mois pour les particuliers), un service d'épargne rémunérée ou non (*Telebirr Sanduq*) et un service de protection de découvert (*Telebirr Endekise*). Ces services de *mobile-banking* viennent compléter l'offre de mobile-money d'*Ethio Telecom, Telebirr.* Introduite en mai 2021, la plateforme *Telebirr* compte désormais près de 22 M d'utilisateurs selon le dernier rapport annuel de l'opérateur (2021/2022). Sa position de monopole sur le marché éthiopien a été notamment assurée par la fermeture du segment à la concurrence imposée par le gouvernement pendant un an. Depuis mai 2022, la banque centrale a lancé le processus d'ouverture du marché des services financiers mobiles aux entreprises étrangères : le projet de loi a été approuvé en Conseil des ministres le 6 août et doit maintenant être ratifié par le Parlement. Cela devrait permettre à l'opérateur kenyan *Safaricom* d'introduire son service de *mobile money, M-Pesa*, en Ethiopie en 2022.

Mise en service de la deuxième turbine du GERD

Le Premier ministre éthiopien a annoncé le lancement de la production d'électricité à partir de la deuxième turbine du Grand Barrage de la Renaissance (GERD), le 11 août. Depuis l'inauguration de ce dernier le 20 février 2022, deux turbines sur 13 ont été mises en route pour une capacité prévue de 375 MW par turbine. A pleine capacité (5000 MW attendus), le barrage devrait permettre de doubler la production d'électricité de l'Ethiopie. Abiy Ahmed a également affirmé que la troisième phase de remplissage du réservoir du GERD était achevée le 12 août. L'Ethiopie estime le GERD essentiel aussi bien pour son électrification (troisième taux d'électrification le plus bas d'Afrique, à 34 % en 2021 – auxquels peuvent s'ajouter 11 % de sources hors réseau – objectif de 100 % d'ici 2025) que pour son développement (le pays ambitionne de devenir l'un des principaux exportateurs d'électricité en Afrique de l'Est).

Kenya

Chute de la vente d'obligations du trésor

La vente d'obligations du Trésor (T-bills) en août a été inférieure de 11,5 Mds KES à l'objectif fixé, les investisseurs ayant exigé des taux plus élevés qui ont contraint la Banque centrale du Kenya (CBK) à laisser des offres sur la table. Pour l'obligation à trois ans par exemple, les investisseurs demandaient en moyenne 12,45 % mais la CBK était prête à payer un rendement de 11,8 %. Les soumissionnaires ont donc offert un total de 49,1 Mds KES lors de la vente d'obligations qui visait 50 Mds KES, sur lesquels la CBK a accepté 38,5 Mds KES. Ceci en dépit du fait que le nouveau secrétaire du Cabinet du Trésor doit lever un montant net de 565 Mds KES sur le marché intérieur pour financer le déficit de 845 Mds KES du budget de cette année. Depuis le début de l'année fiscale (1er juillet), le Trésor a émis trois obligations, qui n'ont pas réussi à atteindre leur objectif. Ce phénomène peut être attribué à une inflation élevée qui pousse les investisseurs à rechercher de meilleurs rendements ; l'incertitude entourant les élections qui oblige les investisseurs à conserver des liquidités en cas de chocs imprévus ; l'incertitude quant à la politique économique qui sera mise en œuvre par la nouvelle administration.

Kenya Power va installer des stations de recharge pour véhicule électrique à Nairobi et Nakuru

Au Kenya, l'entreprise publique de distribution d'électricité *Kenya Power* a annoncé

l'installation de bornes de recharges pour véhicules électriques afin de développer la mobilité durable. Le distributeur a diffusé un appel à expressions d'intérêt de partenaires pour la conception d'un réseau d'infrastructures de recharge, et un système de facturation et de paiement. Un projet pilote sera mis en place à Nairobi et Nakuru pendant 6 mois, suivi par une mise en œuvre élargie où le système d'infrastructure du réseau de mobilité électrique sera étendu au reste du pays et durera entre 18 et 24 mois. Kenya Power a assuré être en mesure de fournir de l'électricité pour alimenter 50 000 bus et près de 2 millions de motos électriques hors période de pic de consommation. *Kenya Power* envisage de développer en parallèle un logiciel de géocartographie permettant aux conducteurs de localiser les bornes de recharge électrique les plus proches. Ce projet de stations de recharge pour véhicules électriques rejoint celui de KenGen *(Kenya Electricity Generating Company),* le producteur d'électricité qui a récemment inauguré une station de recharge à Nairobi. Le développement de la mobilité électrique pourrait contribuer à une réduction de l'intensité carbone du secteur des transports qui représente aujourd'hui 18 % des émissions de gaz à effet de serre au Kenya, le troisième secteur émetteur.

Un accord public d'achat d'électricité signé entre *Ethiopian Electric Power* et *Kenya Power*

Les compagnies d'électricité publiques *Ethiopian Electric Power (EEP)* et *Kenya Power (KPLC)* ont signé la nouvelle version d'un accord public d'achat d'électricité initialement signé en 2012. Cet accord d'une durée de 25 ans, qui a fait l'objet de négociation depuis début 2022 et qui sera effectif à partir du 1er novembre 2022, prévoit que le Kenya importe une capacité ferme de 200 MW pour les trois premières années et 400 MW pour les suivantes. Le prix d'achat du kWh est estimé entre 6 et 7 centimes de dollars. L'importation d'électricité devrait permettre de répondre à la demande en cas de défaillance de centrales de production locales, et de réduire le coût de l'électricité pour les consommateurs. La signature de l'accord a été notamment accélérée par l'atteinte en juillet 2022 d'un pic de consommation électrique de 2117 MW, frôlant ainsi la capacité maximale installée qui s'élève à 2200 MW. Côté éthiopien, la mise en service progressive du Grand Barrage de la Renaissance (GERD) et de sa centrale hydroélectrique devrait ajouter à terme près de 6 450 MW de capacité installée de production. L'application de cet accord dépend néanmoins de la mise en fonctionnement de la ligne d'interconnexion entre les deux pays, un projet d'un montant de 1,3 Md USD, notamment financé par un prêt de l'Agence Française de Développement à hauteur de 91 MEUR.

Madagascar

Pas de brève cette semaine

Ouganda

Dépréciation du shilling ougandais par rapport au dollar américain

La *Bank of Uganda (BoU)* prévoit une forte volatilité du cours du shilling ougandais par rapport au dollar américain dans les mois à venir. Le taux de change est d'ores et déjà plus fluctuant qu'à son habitude, l'unité de conversion oscillant entre 3715 UGX au début du mois de juillet et 3900 UGX observé au début du mois d'août. De son côté, la stabilité de la balance des paiements est mise à mal par plusieurs facteurs conjoncturels, dont un déséquilibre de la balance commerciale et du compte de transactions courantes. En cause, la hausse du prix de l'énergie, concomitante à une augmentation en volume des importations de produits pétroliers, a creusé le déficit de la balance commerciale de 17,7 % en moyenne entre 2021 et 2022. En parallèle, la politique monétaire de lutte contre l'inflation menée par la banque centrale américaine, consistant à

rehausser les taux directeurs, a largement affecté les flux d'investissements étrangers des économies en développement, alors relativement moins attractives pour les investisseurs. La réduction des flux financiers vers l'Ouganda renforce ainsi la dépréciation du shilling relativement au dollar et contribue à aggraver le déficit de la balance des paiements. La dépréciation du taux de change appelle la banque centrale à s'engager dans une politique plus agressive de rachat de liquidités et de vente de dollars américains.

Rwanda

Pas de brève cette semaine

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Baisse de l'inflation et annulation partielle de l'impôt sur la production.

Le « *Central Bureau of Statistics* » a annoncé que l'inflation pour le mois de juillet a enregistré 125 % en glissement annuel. Elle était de 148 % au mois de juin. Par ailleurs, l'autorité des douanes a annoncé le 11 août l'annulation de l'impôt sur la production sur plusieurs produits fabriqués localement. La liste d'exemption comprend des produits de construction et tous les produits alimentaires. Cette décision devrait contenir les prix des produits concernés, l'impôt sur la production étant entre 5 % et 210 %.

Soudan du Sud

Injection de dollars par la banque centrale pour stabiliser le cours de la livre soudanaise

Le Soudan du Sud est également touché par la dépréciation de la devise nationale relativement au dollar américain, dont l'unité de conversion s'établit aujourd'hui à 73 livres pour 1 USD contre 43 en janvier. La hausse du taux de change détériore la situation humanitaire du pays. Ene effet, plusieurs responsables locaux, notamment dans la région administrative de *Pibor*, font état d'une pénurie de biens essentiels sur les marchés, déclenchée par les inondations saisonnières et la crise sanitaire puis aggravée par la fluctuation du cours du dollar et le renchérissement des importations de biens essentiels. En ce début de mois, la banque centrale a déclaré qu'elle injecterait 20 MUSD de façon hebdomadaire dans le but d'endiguer cette dépréciation, ainsi que pour absorber l'excès de liquidités en circulation dans l'économie. Cette nouvelle mesure, appliquée depuis le 15 août, amplifie la mise aux enchères de 13 MUSD par semaine auparavant pratiquée.

Tanzanie

TANESCO signe un accord avec l'émirien *Masdar* pour le développement de projets d'énergies renouvelables

L'entreprise publique de production, transmission et distribution d'électricité *Tanzania Electric Supply Company* (TANESCO) a signé un accord, le 5 août, avec la compagnie émirienne *Masdar* pour le développement de

projets d'énergies renouvelables, avec pour objectif, à horizon 2024, l'installation de 2 GW de capacité. L'accord, signé lors du Congrès tanzanien de l'énergie, prévoit la création d'une *joint-venture* entre les deux entités. La première phase de projet vise à installer 600 MW de capacités via le développement de parcs solaires photovoltaïques ou éoliens terrestres. Cet accord s'inscrit dans un contexte de forte augmentation de la demande en électricité, et une production électrique insuffisante, obligeant la Tanzanie à importer de l'électricité de ses voisins ougandais (10 MW), zambiens (5 MW) et kenyans (1 MW) chaque année. Si la capacité électrique installée en Tanzanie s'élevait en 2020 à 1605,9 MW, le pic de demande devrait atteindre 4000 MW en 2025. La Tanzanie souhaite par ailleurs atteindre un taux d'électrification de 75 % en 2035, contre 39,9 % en 2020, avec une forte disparité entre les zones urbaines (73 %) et rurales (24,5 %). Le développement des projets participera à orienter le mix électrique tanzanien, aujourd'hui dominé par le gaz naturel (48 %), l'hydroélectricité (31 %) et le fioul (18 %) vers plus de production à partir d'énergies renouvelables.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Page pays : Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda
Twitter : DG Trésor Kenya
Contact : Jérôme BACONIN
Jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr
En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles
Page pays : Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores
Twitter : DG Trésor Madagascar
Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti
Page pays : Ethiopie / Djibouti / Erythrée
Contact : Anne-Brigitte MASSON
anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud
Page pays : Ouganda / Soudan du Sud
Contact : Suzanne KOUKOUI PRADA
suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie
Page pays : Tanzanie
Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan
Page pays : Soudan
Contact : Rafael SANTOS
Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi (jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).
Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner : sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©DGTresor